

cette lutte qui aidera à «développer» notre pays et en faire un des plus grands du monde.

Nous avons survécu depuis plus de quatre siècles dans notre pays. Vous pouvez être sûr, monsieur le président, que nous allons continuer non seulement à survivre, mais à vivre en tant que nation, ici au Canada.

Nous nous sommes battus pour que notre nation survive. C'est peut-être pour cela que nous sommes d'autant plus fiers d'être des citoyens de langue française.

Monsieur le président, lorsque je suis venu à Ottawa, en tant que membre de la Chambre des communes, on m'avait prévenu que j'y serais traité comme étranger, dans une ville où il est difficile de se faire comprendre en français, dans une ville où nous ne serions pas considérés comme des citoyens canadiens égaux.

Je ne sais pas comment cela se passait auparavant, mais depuis que je suis ici, je crois plutôt, qu'il est possible de réaliser l'entente parfaite entre les deux grandes nations du pays.

Monsieur le président, les Canadiens français, dans le passé, ont toujours été bousculés et écrasés par la politique. Aujourd'hui, on cherche à traiter de tous les sujets en dehors de toute considération de politique et même des politiciens.

Depuis l'ouverture de la présente session, nous avons fait continuellement des représentations sur certains points du bilinguisme et nous avons obtenu, en plusieurs occasions, des résultats satisfaisants du gouvernement actuel. Mais alors, c'était toujours sur des points spécifiques.

Aujourd'hui, nous réclamons une entente générale sur l'ensemble, une déclaration de principes complète sur le bilinguisme et la participation des Canadiens français dans le fonctionnarisme civil, à tous les échelons, et à tous les niveaux.

Monsieur le président, je suis convaincu qu'on peut atteindre cet objectif, car je me suis rendu compte, depuis que je suis à la Chambre, qu'il y a dans tous les coins de ce Parlement des Canadiens qui désirent sincèrement une coopération entière et complète afin que les deux grandes nations de notre pays puissent vivre dans le respect des droits de l'une et de l'autre.

Monsieur le président, j'ai rencontré, ici en cette Chambre, de ces Canadiens qui désirent réellement l'entente totale et complète entre nos deux nations. J'ai parlé avec des députés de tous les partis, qui désirent cette collaboration entre les deux nations.

Pour n'en nommer que quelques-uns chez qui j'ai noté ce désir d'entente parfaite entre les deux nations, je puis mentionner, entre autres, le premier ministre de notre pays ainsi que des ministres de son cabinet, comme MM. Nowlan et Fleming.

J'ai rencontré des libéraux de langue anglaise, également, comme MM. Walter Gordon, Turner, Paul Martin, de même que des membres du Nouveau parti démocratique, comme MM. MacInnis, Peters et autres, et dans notre parti, M. Thompson, M. Leboe...

(Traduction)

M. le président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre le député, mais je dois lui faire observer que l'usage ne permet pas de mentionner des députés par leurs noms, que ce soit au comité ou à la Chambre. S'il doit mentionner de nouveau des députés, je le prierais de les désigner d'après leurs circonscriptions.

M. Grégoire: Monsieur le président, je les ai désignés par leurs noms parce que je ne connais pas celui de leurs circonscriptions.

(Texte)

Monsieur le président, j'ai rencontré des députés de langue anglaise, avec qui j'ai eu l'occasion de parler et chez qui j'ai noté ce désir sincère de collaboration entre les deux grandes nations qui constituent le pays, notre Canada

Monsieur le président, je crois que le temps est maintenant venu d'établir une commission royale d'enquête sur le bilinguisme et sur la participation des Canadiens français au Service civil, à tous les niveaux. Nombre d'individus et nombre de groupements aussi ont demandé l'établissement d'une telle commission.

A la suite de M. Laurendeau, du journal *Le Devoir*, d'autres journaux ont emboîté le pas. Personnellement, j'ai reçu, ainsi que plusieurs autres en cette Chambre, des demandes à cet effet, demandes réclamant l'institution d'une commission d'enquête sur le bilinguisme. Les sociétés Saint-Jean-Baptiste, les Chambres de commerce, les clubs sociaux, les groupements d'étudiants et plusieurs individus sont au nombre de ceux qui réclament l'institution d'une telle commission.

Monsieur le président, il ne s'agit pas ici de proférer de menaces ni de faire du chantage, mais nous croyons qu'il est temps de faire le point. Le Canada français survivra quoiqu'il arrive; il se développera dans l'ensemble du Canada avec pleine connaissance de ses droits ou il s'orientera vers une vie séparée.

Je crois que le temps est venu d'étudier la chose sérieusement, de considérer la situation dans son ensemble, et c'est pourquoi nous en profitons pour réclamer, exiger même, du gouvernement un geste positif, soit qu'il crée cette commission d'enquête réclamée avec insistance depuis quelques mois déjà.